

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 97 - 15 juin 1981 PRIX : 1 F

dans ce numéro

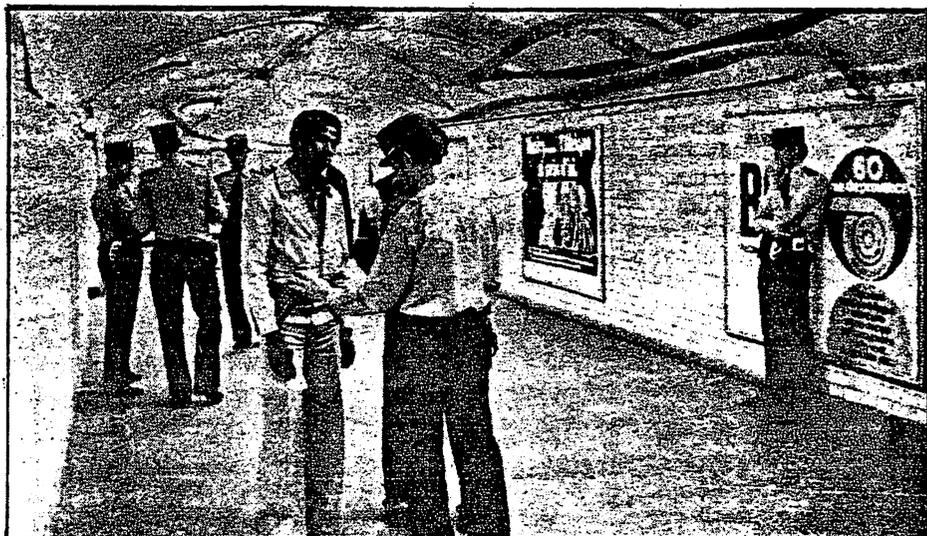
- Les grèves au SENEGAL,
- L'école au MALI : de quoi les dirigeants sont fiers
- TCHAD : faire un choix politique et non une critique occasionnelle
- LA FAMINE EN AFRIQUE
- etc...etc...etc...

La gauche \_\_\_\_\_  
au pouvoir

n'apportera pas de changement réel pour les  
immigrés

SOMMAIRE

AU VERSO



## sommaire

Page 2  
EDITORIAL →

Page 3  
SENEGAL : grève pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Page 4  
-L'ECOLE AU MALI : de quoi les dirigeants sont fiers  
-CENTRAFRIQUE : Dacko s'offre un syndicat maison

Page 5  
LE CHAUVINISME TUE

Page 6  
TCHAD : faire un choix politique et non une critique occasionnelle

Page 7  
LA FAMINE EN AFRIQUE : le capitalisme est le vrai responsable

Page 9  
LE CENTENAIRE DE MUSTAPHA KEMAL : pourquoi les militaires progressistes ne sont pas une planche de salut.

## abonnements

FRANCE : 1 an  
-Pli ouvert : 12 F  
-Pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :  
écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier  
BP 145, 75 023 Paris Cedex

En spécifiant : "Pour le PAT"

\* \* \*

Prière de régler les abonnements en timbres postaux

## éditorial

LA GAUCHE AU POUVOIR N'APPORTERA PAS  
DE CHANGEMENTS REELS POUR LES IMMIGRES

Le gouvernement de Mitterrand a pris ses premières décisions vis-à-vis des immigrés. Il a décidé l'arrêt provisoire des expulsions. Il s'est engagé aussi à ne pas expulser les étrangers de la deuxième génération, c'est-à-dire les jeunes qui sont nés en France ou qui ont vécu la majeure partie de leur vie ici.

Si Mitterrand a fait de tels gestes tant mieux. C'est bien la moindre des choses. Certes cela tranche par rapport au gouvernement de Giscard qui entretenait le racisme et la haine contre les travailleurs immigrés et procédait à des expulsions de plus en plus importantes.

Maintenant que Mitterrand a remporté une victoire, pour se parer d'une figure populaire, il a fait des gestes envers la plupart des couches sociales défavorisées, comme les travailleurs immigrés. L'augmentation du SMIC, de l'allocation familiale ainsi que d'autres mesures font bien partie de ces gestes-là.

Même si certaines personnes parmi nous mettent beaucoup d'espoir à la venue au pouvoir de Mitterrand, à regarder de près on constate que rien n'a changé fondamentalement pour nous tant sur le plan politique que juridique.

Comme par le passé, les travailleurs immigrés n'ont aucun droit politique. Ils ne sont toujours pas à l'abri de l'arbitraire d'un juge ou d'un policier raciste. Pas de droit de vote ni de constituer des organisations politiques. Ils sont considérés comme des gens à part, fichés et contrôlés en permanence. D'ailleurs le Ministre de l'Intérieur Defferre a précisé qu'il se réserve la possibilité de revenir sur les mesures si la "nécessité de l'ordre public impérieuse" l'exige.

Un réel changement serait une interdiction immédiate de toute expulsion. Ce serait d'accorder aux travailleurs immigrés les mêmes droits qu'aux travailleurs français. Mais cela, Mitterrand ne l'a jamais promis et n'est pas près de le faire.

Pour Mitterrand, il n'est pas question de toucher aux corps de répression que sont les policiers et autres juges racistes qui appliquent jusque là les mesures contre l'immigration.

A supposer même que nous ayons les mêmes droits que les travailleurs français, comme c'est le cas des camarades antillais ou guyannais, quand on est au bas de l'échelle sociale, quand on est simplement travailleur avec le teint foncé, la police gangrenée de racisme montre sa haine et son mépris. Elle est en permanence là pour nous faire sentir que nous ne sommes pas chez nous.

Alors ce n'est pas des élections qu'il faut attendre le changement tant pour les travailleurs immigrés que pour les travailleurs français. Ce ne sera pas un homme qui, d'en haut, pourra décider de l'avenir des travailleurs. A plus forte raison un politicien comme Mitterrand qui, même s'il se dit de "gauche" aujourd'hui, a montré dans son passé qu'il sait défendre les intérêts des capitalistes comme n'importe quel politicien bourgeois.

# SENEGAL

## GREVES

POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE  
ET DE TRAVAIL

Au courant du mois de mai, un certain nombre de grèves se sont déroulées au Sénégal. Elles ont eu lieu dans des secteurs différents de l'économie : dans la SOTRAC (Société de Transport en Commun), chez les marins pêcheurs et chez les boulangers.

Dans un cas comme dans les autres les travailleurs ont montré par leurs luttes qu'ils ne sont pas prêts à accepter les conditions de travail et des salaires scandaleux que les exploiters veulent leur imposer alors que leurs conditions de vie deviennent de plus en plus dures à cause de l'inflation et de la crise économique.

Dans la SOTRAC, la grève a immobilisé tous les bus de cette société, le 15 mai. Elle a été déclenchée à la suite d'un procès intenté par 87 mécaniciens qui refusaient d'accepter le "système 7/1" qui institue une durée de travail de 7 jours et un jour de repos. Ce système a été introduit et mis en application à la SOTRAC depuis 1978 mais elle ne concernait jusqu'à présent que les conducteurs. La société veut maintenant l'étendre sur l'ensemble de l'exploitation. Elle pensait sans doute que cela se passerait sans riposte comme en 1978.

L'Inspection du Travail a donné raison aux 87 mécaniciens qui avaient porté plainte. Cette petite victoire remportée par le personnel d'entretien a fait boule de neige car aujourd'hui c'est l'ensemble du personnel, soit les 1200 employés de la SOTRAC, qui revendique la suppression du septième jour de travail ou tout au moins le paiement de ce jour en heures supplémentaires majorées de 50%.

Ils ont donc fait leurs revendications initialement limitées dans un seul secteur, en y ajoutant d'autres points non moins importants comme le paiement des arriérés (indemnités, primes d'ancienneté, primes de reclassement, etc ...) que la SOTRAC refusait de payer. Ils exigent aussi la signature d'un "accord d'établissement" promis depuis plusieurs années mais que la SOTRAC veut retarder le plus possible.

Il a fallu que les travailleurs immobilisent tous les bus dans les dépôts pour obtenir gain de cause. Et c'est seulement à l'issue des négociations que la grève a été levée.

C'est une victoire pour l'ensemble du personnel de la SOTRAC car les revendications leur tenaient à coeur depuis plusieurs années.

La direction peut récidiver et trouver d'autres prétextes pour ne pas satisfaire les revendications, mais les travailleurs eux-aussi peuvent reprendre la lutte.

De leur côté, 300 marins pêcheurs ont immobilisé 26 bateaux de pêche spécialisés dans la pêche au thon dans le port de Dakar. Pendant plus de 15 jours aucun de ces thoniers n'a pu quitter le port. Les revendications des pêcheurs portaient sur l'augmentation de la prime de pêche, de l'indemnité de nourriture et la suppression de certains travaux supplémentaires qui ne sont pas du ressort des pêcheurs. Les patrons armateurs pensaient au début que la grève ne durerait pas et que cela ne compromettrait pas la saison de pêche.

Mais voyant les grévistes déterminés et sentant la menace de l'extension de la grève à d'autres catégories de marins et de dockers, la Direction de la Marine a reculé en déclarant qu'elle était prête à négocier. Un armateur a même tenté de se justifier en prétextant que lui-même était prêt à augmenter les primes et les indemnités mais que c'était le gouvernement qui l'en empêchait. En se cachant ainsi derrière le gouvernement, ce patron voulait s'en laver les mains. Il n'a étonné personne car de toute façon les travailleurs savent que quand ils luttent ils ont aussi le gouvernement sur le dos.

Nous ne savons pas les résultats des négociations. Toujours est-il que pour être entendu il a fallu que les marins mettent les armateurs au pied du mur.

Les boulangers ont, eux aussi, déclenché des grèves pour revendiquer des augmentations de salaires et le paiement des heures supplémentaires.

Cela a commencé au départ dans une seule grande boulangerie de Dakar. Peu à peu c'est l'ensemble des boulangeries du Cap Vert qui ont été touchées. Ce mouvement concernait les ouvriers boulangers, les chauffeurs livreurs et les "gérants" des kiosques à pain. Pendant plusieurs jours il était difficile de trouver du pain à Dakar.

Tous ces mouvements prouvent qu'il existe une certaine combativité chez les travailleurs. D'ailleurs si les patrons ont reculé en appelant à la négociation, c'est bien par crainte de l'extension de la grève dans d'autres secteurs. Car nombreux sont les travailleurs qui, comme ceux de la SOTRAC, des ports ou de la boulangerie, ont des revendications à faire avancer.

---

## l'école au Mali

( DE QUOI LES DIRIGEANTS SONT FIERS )

A l'occasion d'une table ronde organisée par la radio malienne, le Colonel Sékou Ly, Ministre de l'Education, s'est félicité de la politique scolaire du régime militaire. La situation catastrophique dans laquelle se trouve le système éducatif malien, situation qui a entraîné de nombreuses grèves l'année dernière, est présentée comme un succès.

Le comble a été atteint quand, tout fier, le Ministre a déclaré : "De 1960 à nos jours, le taux de scolarisation est passé de 9 à 22 %, pourcentage qui prouve que les objectifs fixés ont été atteints".

Ces chiffres donnés par Sékou Ly signifient tout simplement que sur 100 jeunes maliens en âge d'aller à l'école, seulement 22 ont la possibilité de le faire. Autrement dit, par rapport à l'ensemble de la population malienne, le taux d'alphabétisation est d'environ 10 %. Un des plus faibles d'Afrique. Pourtant cette année le gouvernement malien a fermé 93 % des écoles et renvoyé près de 25 000 élèves et étudiants.

Que ce triste bilan soit présenté comme une bonne chose, voilà qui donne la mesure de ce qu'est ce régime de galonnés qui sévit au Mali.

---

## Centrafrique

( DACKO S'OFFRE UN SYNDICAT MAISON )

David Dacko a récemment dissout l'UGTC (Union Générale des Travailleurs Centrafricains), la centrale syndicale unique de Centrafrique. Il vient d'en créer une nouvelle, baptisée CNTC (Confédération Nationale des Travailleurs Centrafricains). Cette centrale est directement affiliée à son parti, l'UDC.

Oh bien sûr, l'UGTC n'était peut-être pas différente de beaucoup de syndicats tels que nous les connaissons en Afrique. Mais ce n'est pas la première fois que cette centrale est dissoute, ou que ses dirigeants ont des ennuis.

Déjà en 1972/73, Bokassa, à l'époque Général, avait dissout le Bureau Exécutif de l'UGTC sous prétexte de corruption. Aujourd'hui Dacko a sans doute considéré que la ficelle de la corruption était trop grosse. C'est la centrale entière qui est dissoute.

Tout comme sous Bokassa, il est assez facile de comprendre que le pouvoir s'attaque à l'UGTC car ce syndicat ne satisfait plus le dictateur de Bangui. Il y a lieu de croire que le profond mécontentement qui secoue les populations centrafricaines depuis l'arrivée de Dacko dans la soute à bagages des "paras" français n'est pas étranger à la mesure.

Dacko espère peut-être, avec une centrale syndicale à sa solde, mieux faire supporter aux travailleurs sa politique de soumission à l'impérialisme.

Mais les différentes grèves localisées dans de nombreux secteurs du pays sont le signe que syndicat maison ou pas, le pouvoir ne peut empêcher la colère des travailleurs d'éclater.

---

## Le chauvinisme tue

Le 23 mai un houleux match de foot-ball entre les équipes du Cameroun et du Gabon à Libreville s'est terminé par un bilan de deux morts et plusieurs blessés. A la suite de cela il y aurait eu des manifestations d'hostilité des gabonais vis-à-vis des immigrés camerounais.

Le gouvernement Ahidjo a décidé de rapatrier par avion ceux des camerounais qui le désirent. Plus de 7000 personnes sur les 40000 vivant au Gabon l'auraient demandé en se réfugiant à l'ambassade du Cameroun, ou dans des camps spéciaux.

De son côté Omar Bongo a décidé de rapatrier les étudiants gabonais de Yaoundé alors qu'ils n'étaient nullement en danger.

Une fois de plus un simple match de foot se termine en affrontements violents. Ce genre d'incident arrive souvent chez nous, même entre villes ou villages d'un même pays. Les dirigeants des clubs ou les chefs locaux de l'administration (c'est d'ailleurs souvent les mêmes personnes) cultivent l'idée que c'est un déshonneur pour toute la ville de voir "son" équipe vaincue.

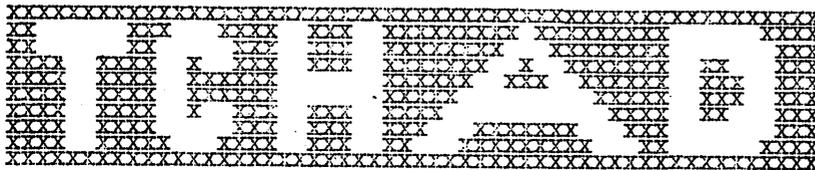
Lors des matchs les joueurs reçoivent des volées de cailloux, les arbitres sont bousculés, et les ressortissants du village de l'équipe gagnante sont interdits de séjour dans la ville voisine... etc.

Ahidjo et Bongo ne se sont certes pas salis les mains dans des affrontements sur le terrain de foot-ball. Mais la première chose que ces messieurs ont trouvé de mieux à faire fut de dépêcher des avions dans la capitale voisine pour rapatrier leurs ressortissants en prévision de troubles. Autant d'initiatives qui ne pouvaient qu'encourager les populations dans la xénophobie.

Tous ces faits n'ont plus rien à voir avec le sport. Les compétitions sont devenues avant tout un moyen de rehausser le prestige des dirigeants et de souder toute la population - toutes classes confondues - derrière eux. Et cela quel que soit le résultat.

Après ces incidents, chacun des présidents a essayé d'apparaître comme le défenseur de son pays. Chacun de ces dictateurs a utilisé la surenchère chauvine, au risque de jeter les différentes communautés dans des conflits beaucoup plus graves qu'ils ne l'ont été.

Et ce sont ces mêmes sanguinaires qui osent hypocritement parler de relations "d'amitié et de bon voisinage" comme vient de le faire Bongo en même temps qu'il rappelait les étudiants gabonais qui étaient à Yaoundé.



FAIRE UN CHOIX POLITIQUE ET NON UNE CRITIQUE OCCASIONNELLE

Le "Séminaire national des cadres" qui a eu lieu au courant du mois dernier continue d'alimenter la discussion -parfois passionnée- au sein de l'Association des Etudiants Tchadiens en France (A.S.E.T.F.).

Les uns pensent que participer à un débat politique organisé par le G.U.N.T (Gouvernement d'Union Nationale de Transition), c'est apporter le soutien politique que recherche celui-ci. Les autres prétendent au contraire qu'il faut profiter de ce genre d'occasion pour critiquer la politique du G.U.N.T..

Dans cette discussion, les étudiants qui parlent d'aller affronter les dirigeants donnent l'impression que le séminaire est une sorte de ring où ils vont se livrer à un match de boxe.

Les étudiants ne disent pas dans quel but il faut discuter avec les dictateurs. Dans le but de critiquer leur politique ou de les améliorer eux-mêmes ?

Mais accepter de participer à une table ronde sur la politique de l'Etat tchadien c'est déjà se situer dans la même perspective que les tenants du pouvoir. Le problème n'est pas de critiquer la politique des oppresseurs et leur Etat. Non ! Il s'agit de renverser cet Etat et faire en sorte que les ouvriers et paysans pauvres prennent eux-mêmes le pouvoir étatique et réorganisent la société en fonction de leurs propres besoins.

Pour les étudiants qui veulent participer à ce séminaire, s'agit-il de faire un coup d'éclat et d'opposer à ceux qui exercent le pouvoir la force de leurs idées ? Pourtant il ne faut pas oublier que les adversaires sont des sanguinaires comme Goukouni et Kamougué, qui ont entraîné les populations tchadiennes dans un bain de sang rien que pour prendre le pouvoir.

Et maintenant qu'ils ont ce pouvoir ils mettent tout en oeuvre pour essayer de le consolider. Ainsi, par exemple, ils maintiennent les troupes libyennes, ils lancent des appels incessants à une aide économique, ils rencontrent différents chefs d'Etat pour un soutien diplomatique... C'est dans le même souci que, sur le plan intérieur, la tenue d'un séminaire vise aussi à obtenir un appui politique qui est bien plus important que le risque d'une critique éventuelle des étudiants.

D'ailleurs il n'y a rien de nouveau dans cette histoire de séminaire : les héritiers de Tombalbaye répètent simplement la politique de "réconciliation nationale" déjà entreprise par lui pour assurer la stabilité de son régime.

Alors, par leurs critiques, les étudiants espèrent-ils convaincre ces gens qui se sont imposés par la force des armes et les amener à changer de politique ? Si leurs critiques pouvaient avoir une telle vertu, ils auraient pu arrêter la guerre en critiquant les chefs de tendances armées.

Le but de certains étudiants est, semble-t-il, de dénoncer publiquement le gouvernement tchadien. Mais il ne suffit pas que les populations tchadiennes entendent une dénonciation -si vigoureuse soit-elle- pour que leur conscience politique change. La transformation de la conscience des masses suppose un long travail de propagande et d'agitation, entrepris d'une façon organisée, systématique et persévérante.

Manifestement il n'est pas dans l'intention de ces étudiants de se situer dans une perspective de lutte où il faut aider les exploités à prendre conscience de la nécessité de compter sur eux-mêmes pour se débarrasser de leurs exploités. Et cela est dans l'ordre normal des choses car ils raisonnent en tant que futurs cadres. De part leur position sociale, les étudiants sont des privilégiés par rapport aux masses exploitées ; et de fait ils sont beaucoup plus proches des dirigeants politiques que de celles-ci.../...

Cependant ils peuvent rompre avec leur milieu petit bourgeois pour s'engager dans la lutte des opprimés dont dépend l'avenir. Ce qui demande certes beaucoup de courage et de patience. Il peut y avoir des étudiants qui pensent sincèrement que leur propre avenir importe peu, et qui sont prêts à s'engager politiquement. Ceux-là peuvent choisir de se mettre résolument du côté de ceux qui souffrent, du côté des ouvriers et paysans pauvres pour les aider à s'organiser et à s'unir dans la lutte contre leurs oppresseurs.

Un tel choix politique peut se faire concrètement en militant avec des travailleurs africains qui s'organisent -ici-même- dans l'immigration. Car c'est en s'éduquant et en se formant avec eux qu'on peut se préparer à jouer le rôle révolutionnaire qu'on s'est fixé.

\* \* \* \* \*

## LA FAMINE EN AFRIQUE

### le capitalisme est le vrai responsable

La famine est devenue chronique en Afrique. Les statistiques actuelles parlent de six millions d'hommes et de femmes qui sont menacés de mort. Un enfant sur deux meurt avant l'âge de cinq ans. Dans un proche avenir la situation va s'empirer si rien n'est fait dès maintenant.

Mais à côté de ces études des spécialistes ou autres, il y a la réalité. Ici dans l'émigration africaine, des lettres arrivent quotidiennement du village à l'adresse de nos camarades qui vivent dans les foyers. On y signale que les temps sont durs, que la nourriture se fait de plus en plus rare. Un petit mandat pourrait aider à joindre les deux bouts. Ces lettres font également état de la mort de tel membre de la famille, ou que tel autre est parti à Dakar ou à Bamako pour chercher du travail. Ils iront ainsi grossir le nombre de chômeurs parqués dans les bidonvilles.

Certains travailleurs qui sont allés en vacances cette année au pays ont pu se rendre compte eux-mêmes de la famine qui y règne.

Devant cette situation catastrophique, les gouvernements des pays développés proposent d'augmenter l'aide. Mais en réalité l'aide ne fait qu'aggraver les conditions de vie des populations africaines. Les quelques aides accordées aux pays africains ont pour objectifs de développer les cultures d'exportation telles que le coton, l'arachide ou le café, au détriment des cultures vivrières : riz, mil, sorgho, etc ...

De 1960 à 1980 le déficit céréalier de l'Afrique est passé de 2 millions de tonnes à 14 millions. Dans le même temps, la production du café a quadruplé; celle du thé est multipliée par six. Quant à la production du coton ou du cacao, elle a doublé.

Selon un hebdomadaire français, le Mali en 1971-72, période de grande famine, a exporté cinq fois plus de coton et 70% d'arachide de plus que la moyenne des six années antérieures.

La prétendue aide aux paysans africains, ces vingt dernières années, n'a servi qu'à augmenter les profits des trusts de l'agro-alimentaire, alors que la population africaine vit de plus en plus misérablement.

Si dans certains endroits désertiques d'Afrique rien ne peut pousser, il est actuellement possible de faire en sorte que la production suffise tout au moins à faire régresser la famine. Là, ce n'est pas la nature qui est en cause mais la politique des dirigeants africains.

N'est-il pas aberrant qu'au moment-même où les paysans souffrent de faim dans le Sahel, les pays comme le Mali, le Sénégal, le Niger continuent d'exporter de la nourriture ?

C'est ainsi qu'en 1980, ces pays ont exporté 100 000 tonnes de viande, 28 000 tonnes de poissons et 20 000 tonnes de légumes frais vers les pays occidentaux !

D'un côté, dans les métropoles capitalistes, on jette des produits alimentaires à la mer, ou bien on dépense des sommes énormes rien que pour stocker des produits périssables comme le beurre, le lait, etc ... parce que invendus. Tout ce gaspillage c'est dans le but de maintenir le taux de profit. De l'autre côté, dans les pays du Tiers Monde, on manque du strict minimum.

Que dans une grande partie du globe on meurt de faim, les capitalistes s'en moquent. C'est inhumain mais c'est la logique-même de leur système. Ce genre d'aberrations n'existe d'ailleurs pas que dans les pays impérialistes. C'est partout où l'impérialisme a mis sa main que cela existe.

C'est ainsi qu'au Sénégal on vient d'apprendre tout récemment que le gouvernement vient de décider d'arrêter l'importation de pommes de terre d'Europe parce que les pommes de terre locales sont invendues et pourrissent chez les cultivateurs. Cela parce que les grandes compagnies qui ont la main sur les circuits commerciaux préfèrent en importer.

Face à ces problèmes, pas seulement de la famine mais du sous-développement en général, certains nationalistes pensent qu'en imposant un prix "correct" pour les matières premières d'exportation et en réorientant l'économie - l'agriculture notamment - vers la production vivrière, tout en restant dans le cadre du système capitaliste (soi-disant que cela favorise l'initiative des producteurs) on pourrait non seulement résoudre la famine, mais en même temps se développer.

D'autres nationalistes pensent qu'il faut un régime radical qui ne soit pas valet de l'impérialisme pour pouvoir développer le pays, indépendamment des pays capitalistes avancés.

Il est utopique de croire que l'Afrique peut se développer et rattraper son retard économique par rapport à l'occident. Les pays capitalistes, pour se développer, ont pillé et drainé les richesses des pays africains et du monde entier. Ils ont pu se développer grâce à ce vol gigantesque.

Loin de se réduire, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres ne fait que s'accentuer. Dans cette voie, il n'y a aucune issue pour les pays sous-développés.

Tout au plus ce que les nationalistes les plus radicaux peuvent réaliser c'est ce qui a été fait en Chine ou à Cuba. Mais aujourd'hui, plus de trente ans après la révolution chinoise et plus de vingt ans après celle de Cuba, force est de constater que si on ne meurt pas de faim dans ces deux pays, ils restent quand-même dans le peloton des pays sous-développés.

Il ne peut pas en être autrement car dans un monde dominé par l'impérialisme, une révolution si populaire soit-elle, si elle reste cantonnée dans un cadre national sans toucher aux fondements-même du capitalisme mondial, ne peut aboutir qu'à une impasse.

C'est le capitalisme qui est responsable du sous-développement. Et tant qu'existe ce système, la misère ne disparaîtra pas de cette planète.

Les révolutionnaires pensent que partout où existe le prolétariat, le combat contre le capitalisme peut et doit être mené. Mais pour que le prolétariat puisse se débarrasser réellement de l'exploitation capitaliste et profiter des richesses accumulées dans le monde entier - particulièrement dans les pays riches - il devra détruire le capitalisme à l'échelle du monde.

# LE CENTENAIRE DE MUSTAPHA KEMAL

## Pourquoi les militaires progressistes ne sont pas une planche de salut

Qu'ils soient d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine, les pays du Tiers Monde se trouvent actuellement dans une impasse économique et politique. Ces pays restent sous-développés. Certains subissent la famine, même d'ailleurs ceux qui, comme le Brésil, sont considérés comme riches. Les aspects rétrogrades de la société précoloniale persistent dans la presque totalité de ces pays (féodalité, oppression de la femme ... etc.). Les régimes sont corrompus et baffouent les libertés dites "élémentaires". Ils sont sous la domination de l'impérialisme.

Devant cette impasse, la petite bourgeoisie libérale africaine est la recherche d'une force sociale capable d'y remédier. Et généralement elle regarde vers l'armée ou du moins ce qu'elle nomme "les militaires progressistes". Ces derniers sont présentés comme une force capable de conduire les pays vers l'indépendance politique, de lutter contre la corruption et les pratiques féodales, et partant d'amorcer le développement.

Mustapha Kémal (1881-1938) "Père de la nation turque" est en quelque sorte le précurseur des militaires progressistes qui cherchent à moderniser leur pays par des mesures radicales prises par en haut à la suite d'un coup d'Etat militaire. La recette a été essayée à plusieurs reprises dans le monde : Nasser en Egypte, les officiers du DERG éthiopien, Carvalho et les capitaines au Portugal, les militaires populistes en Amérique Latine, Khadafi en Libye (à l'époque beaucoup d'intellectuels africains l'admiraient) ... et tout dernièrement K. Doe au Libéria.

Nous profitons de la célébration du centenaire de la naissance de Mustapha Kémal pour revenir sur ce problème à travers l'exemple turque.

### LA TURQUIE JUSQU'AU LENDEMAIN DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

On peut dire que la situation en Turquie avait des traits communs avec celle des pays d'Afrique actuellement, et plus particulièrement l'Ethiopie du temps de l'empereur Haïlé Sellassié.

La population était misérable. A la campagne, les féodaux pressuraient les paysans. Les chefs militaires et les fonctionnaires faisaient la pluie et le beau temps dans les provinces. A la capitale régnaient les sultans qui détenaient en même temps le pouvoir religieux. Les détournement des fonctionnaires et les fastes de la cour coûtaient des sommes colossales. Tout le système reposait sur l'exploitation forcée des paysans qui payaient doublement sous forme d'impôts et de service militaire. Seuls ceux qui avaient des relations avec les fonctionnaires ou ceux qui pouvaient leur "graisser la patte" pouvaient vivre correctement.

Mais quand on dit que le sultanat dominait la Turquie, ce n'était que formellement. En réalité le pouvoir était détenu par les bailleurs de fonds: l'Allemagne, la France, l'Angleterre et la Russie des Tsars. Les puissances occidentales détenaient la régie des impôts, des tabacs, des chemins de fer, des ports, des voies d'eau. Elles détenaient toutes les industries, contrôlaient les finances, les banques, l'armée, les Travaux Publics, la Justice ... etc.

En plus de cette situation - que connaissent les pays africains actuels - la Turquie avait un passé d'Empire immense qui s'est étendu jusqu'en Europe et en Afrique du Nord.

Mais progressivement les pays européens ont commencé à le dépecer à partir du 19<sup>ème</sup> siècle. Au Traité de Sévres en 1920, les métropoles impérialistes se sont partagées une grande partie de l'Empire ( qui était nommé "l'homme malade"). Même les régions de peuplement turc étaient sous occupation militaire française, anglaise, italienne ou grecque.

### LA REVOLUTION DE MUSTAPHA KEMAL

Le sursaut nationaliste est venu d'un certain nombre de jeunes officiers dont Mustapha Kemal, révoltés par cette situation.

Regroupés dans une association secrète (le mouvement des "jeunes turcs") ils ont lancé l'offensive en réorganisant l'armée pour reconquérir les territoires colonisés et reprendre le pouvoir des mains du Sultan. Pour supprimer les aspects les plus rétrogrades de la Turquie et en faire une nation moderne, ils ont choisi des moyens brutaux.

Les paysans ont été enrôlés en masse pour faire la guerre aux armées coloniales. Le Sultan a été renversé par un coup d'Etat, et l'Etat rendu laïc. A partir de 1922 l'administration et l'économie ont été prises en main par les militaires nationalistes.

De nombreuses réformes ont été décidées par le nouveau gouvernement dans tous les domaines de la vie publique : économie, éducation, justice, coutumes (place des femmes et des jeunes dans la société) ... etc.

Comme le disait M. Kemal lui-même dans un discours aux députés : "L'Empire Ottoman, cette construction arbitraire, était fondé sur des assises religieuses périmées. L'Etat nouveau doit reposer sur des fondations solides. Il doit être doté d'une structure scientifique inébranlable.... Les tribunaux et les codes religieux doivent être remplacés par des tribunaux et des codes modernes. Les écoles des prêtres doivent céder la place aux écoles de l'Etat. La République doit être nationale, unitaire et laïque".

M. Kemal voulait faire de la Turquie une "nation moderne". Il en a fait une nation mais certainement pas moderne. Les changements n'ont été que superficiels. Aujourd'hui, force est de constater que non seulement la Turquie est restée sous-développée (les exploités turcs sont obligés d'émigrer vers l'Europe, comme ceux de l'Afrique, pour échapper à la misère), mais les aspects les plus rétrogrades de l'ancienne société persistent encore.

Ceux qui ont vu les films intitulés "Le troupeau" ou "Hazal" peuvent en avoir une illustration. Comme avant, les beys (féodaux) sont toujours présents à la campagne et collaborent avec les fonctionnaires. De fait il y a eu laïcisation de l'Etat à la ville mais guère à la campagne, tout comme dans l'Iran voisin. La corruption est répandue et les oppositionnels sont jetés en prison. Quand ils n'y meurent pas torturés, ils sont abattus en pleine rue par les commandos para-militaires.

Il faut chercher le pourquoi de l'impasse dans les caractères mêmes de la "révolution kémalienne".

### UNE "REVOLUTION" PAR EN HAUT

Malgré tout Mustapha Kemal a amené quelques changements en Turquie, par exemple l'évacuation des troupes d'occupation et des monopoles. Mais 50 ans après, il faut constater qu'ils ont été superficiels faute de mobilisation large de la population (d'ailleurs les troupes européennes ont été remplacées un peu après par les troupes américaines).

Les changements n'ont pas été profonds car Mustapha Kemal les a menés d'en haut à coup de décrets et de baillonnettes uniquement. C'est lui qui décidait tout en fonction de ce que lui il pensait bon pour le peuple turc. Comme il le disait : " Je conduirai mon peuple par la main, jusqu'à ce que ses pas soient assurés et qu'il connaisse la route. A ce moment il pourra choisir librement son guide et se gouverner lui-même. Alors mon œuvre

sera accomplie et je pourrai me retirer."

Tout au plus il a fait appel au peuple dans les guerres contre les armées d'occupation. Mais là encore les opprimés turcs étaient les fantassins des généraux, mais ces derniers ne voulaient surtout pas de leur participation consciente dans tout ce qui les concernait. Une fois la guerre terminée, Mustapha Kemal les voulait bien comme acclameurs sur les trottoirs lors des défilés officiels mais surtout pas comme les acteurs-mêmes des changements.

Il n'y avait d'ailleurs pas que des aspects positifs dans les réformes décidées par le régime Kémal. Par exemple, pour enrayer le souvenir de l'ancienne société il a cru bon d'interdire le port du turban pour le remplacer par le chapeau occidental. Et ceux qui transgressaient cette loi étaient passibles d'emprisonnement.

Mais imposer des changements en profondeur dans toute la Turquie par des décrets en les confiant à des fonctionnaires, sans faire appel à la participation de la population était impossible. Pousser les paysans à s'organiser et leur donner le feu vert face à leurs oppresseurs, leur donner l'assurance que ce qu'ils décideront aura force de loi, tout cela aurait plus d'impact que des tonnes de décrets et des milliers d'inspecteurs.

#### ROMPRE AVEC LES SOLUTIONS BOURGEOISES

Mais plus encore que le caractère militaire et le fait que les changements ont été dictés par en haut, les limites de la politique de Kémal ont été déterminées par son caractère nationaliste.

Dans le cadre national on peut toujours essayer diverses solutions. D'autres, comme Fidel Castro ou Mao, ont essayé des variantes dans le même cadre national. Ce faisant, tous ces mouvements ont essayé de sortir du carcan imposé par l'impérialisme. Mais force est de constater que dans les limites des frontières nationales cela est impossible.

Les problèmes du monde moderne nécessitent des bouleversements autrement plus vastes. Cela passe par la fin du système capitaliste, c'est-à-dire la révolution prolétarienne.

Les événements en Turquie ont été le signe du retard de cette révolution. Mais la voie Kémaliennne fait partie de l'histoire du passé bourgeois.

Les travailleurs qui veulent que la société change, les intellectuels qui le veulent eux-aussi, ont mieux à faire que d'attendre des militaires "progressistes" qu'ils le fassent. Ils ont mieux à faire que de trier ce que les ancêtres du nationalisme auraient dû ou n'auraient pas dû faire.

\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.